



Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie n° 2020-017 du 8 octobre 2020 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité « TURPE 6 HTA BT »

Réponse du SDEG 16

Syndicat Départemental d'Electricité et de Gaz de la Charente

Le Syndicat Départemental d'Electricité et de Gaz de la Charente (SDEG 16), créé par arrêté préfectoral du 31 mai 1937, est un syndicat mixte « ouvert » et à la carte suivant les compétences choisies.

Propriétaire des réseaux publics de distribution d'électricité et gaz, le SDEG 16 est un syndicat d'investissement : le SDEG 16 est le 3ème investisseur public en Charente, employant, d'une façon directe et indirecte, plus de 500 personnes.

Le SDEG 16 est maître d'ouvrage et maître d'œuvre pour les travaux suivants : Renforcements des réseaux d'électricité, Extensions des réseaux d'électricité, Effacements des réseaux d'électricité et de communications électroniques, Distribution publique de gaz, Eclairage public, Entretien et astreinte éclairage public, Eclairage des installations sportives, Mise en lumière des monuments et sites, Guirlandes et motifs lumineux, Energies renouvelables, Bornes de rechargement pour véhicules électriques, Economies d'énergie, développement durable.

Le SDEG 16 est l'unique autorité organisatrice des services publics de distribution d'électricité et de gaz pour le département de la Charente.

A ce titre, le Syndicat a délégué la gestion du réseau de distribution électrique à Enedis, filiale du groupe EDF tandis que la Branche Commerce d'EDF assure en délégation, pour le compte du SDEG 16, la vente aux tarifs réglementés de vente de l'électricité.

CONTEXTE

Alors que la Commission de Régulation organise des consultations en vue de définir le prochain tarif d'utilisation des réseaux pour la période 2021 à 2025, le SDEG 16 poursuit les négociations pour définir les termes du futur contrat de concession de distribution électrique de la Charente qui le liera à EDF et Enedis pour une durée de plusieurs décennies (20 ou 30 ans).

Dans ces discussions, plusieurs thèmes sont ouverts. Parmi eux, la qualité de desserte et le niveau de la redevance revêtent une importance particulière.

La contribution du SDEG 16 à la consultation soumise par la CRE visera ces deux thèmes, traités également par la CRE, non sans impact sur le contrat de délégation en cours de négociation pour la Charente.

FAUT-IL AMELIORER LA QUALITE DE DESSERTE EN FRANCE ?

Dès la page 2 de la consultation, la CRE fixe un cap pour la qualité de desserte en France :

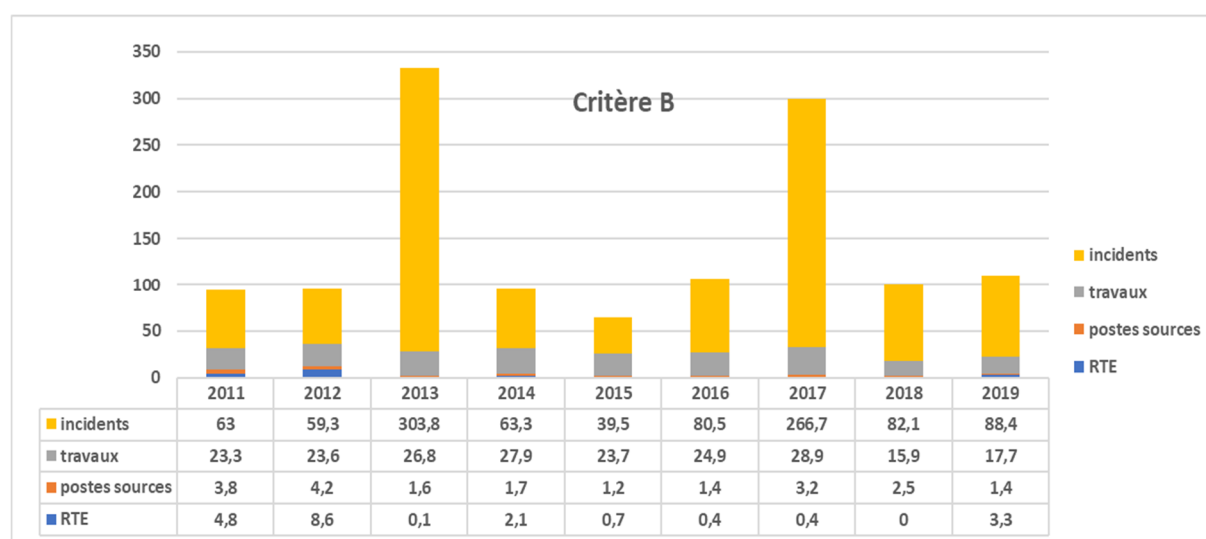
« La qualité d'alimentation sur le réseau de distribution s'est améliorée ces dernières années mais semble atteindre aujourd'hui un plateau. Des améliorations peuvent toujours être recherchées, mais fixer des objectifs trop ambitieux conduirait à des hausses excessives des coûts. »

Reprenant un antienne fréquemment soutenu par les représentants d'Enedis lors des échanges autour du futur contrat du SDEG 16, la CRE considère donc que le niveau actuel de qualité de desserte est suffisant et que mieux serait trop coûteux.

Le SDEG 16 ne partage évidemment pas ce point de vue.

En tout premier lieu, si au niveau national, Enedis affiche un temps de coupure moyen (critère B) qui stagne depuis quelques années autour de 60mn, **le temps de coupure n'est pas uniforme sur le territoire national.**

Si certaines zones très urbaines, comme Paris et sa proche banlieue, bénéficient de temps de coupure moyen de l'ordre de la 1/2h, en **Charente**, ce temps de coupure moyen oscille de 100mn (1h40) à 300mn (5h) avec une moyenne de **145mn** sur la période 2011 à 2019.



L'affirmation de la CRE n'est nullement démontrée : rien dans la consultation ne vient expliquer que tout euro investi sur le réseau pour en améliorer la qualité de desserte serait une dépense excessive.

En Charente, comme sans doute dans bien d'autres lieux du territoire national, l'amélioration de la qualité repose sur des investissements simples, trop longtemps différés par le concessionnaire.

En effet, l'analyse du critère B charentais montre que la majeure partie de ce temps de coupure est liée aux incidents sur le réseau HTA.

En effet, bien qu'éloignée de l'océan, la Charente est traversée par des couloirs de vents océaniques. Avec régularité, et sans que les événements ne soient exceptionnels, le vent souffle sur des ouvrages HTA aériens dont plus de 40% ont été posés avant 1970 et, au fil du temps, ont été maintes fois réparés.

Par le seul enfouissement de ces lignes HTA aériennes, dont certaines sont des lignes d'ossature du réseau de desserte du département, le critère B de la Charente pourrait être considérablement amélioré et les charentais pourraient espérer que le moindre coup de vent ne leur coupe pas l'électricité.

Voici en quelques lignes l'un des sujets phares des discussions entre Enedis et le SDEG 16. Par son affirmation faiblement étayée, la CRE vient perturber ces échanges, au grand regret du SDEG 16.

Aussi le SDEG 16 demande à la CRE de bien vouloir revoir son analyse pour tenir compte de la diversité du territoire et ne pas interférer dans les négociations en cours pour le renouvellement des contrats de concession.

En outre, le TURPE comprend de nombreux moyens de régulation pour limiter les dépenses du concessionnaire et la facture des usagers. Comme la CRE, les AODE sont attachées à ce que le niveau du tarif reste raisonnable. Il n'en demeure pas moins que même modique, une facture reste trop élevée lorsqu'il s'agit de régler un service qui s'interrompt au moindre coup de vent.

LA REGULATION PAR LE TARIF DES REDEVANCES DE CONCESSION

En page 5 de la consultation, la CRE indique qu'elle envisage de modifier quelques aspects du dispositif de régulation :

« les redevances de concession, feraient ainsi l'objet d'une incitation à la maîtrise des coûts. ».

En page 20, la Commission précise son analyse : « Enedis aura renouvelé la grande majorité de ses contrats de concession au début de la période du TURPE 6 HTA-BT et aura donc de la visibilité sur les redevances à verser aux collectivités ».

La période actuelle (TURPE 5) classe les redevances parmi les charges couvertes au réel. La CRE souhaite revenir sur cette décision et demander à Enedis de maîtriser ces redevances.

En tout premier lieu, le SDEG 16 souhaite préciser que la redevance de concession permet de financer les activités de contrôle du délégataire ainsi qu'une quote-part des investissements de réseaux. ***Maîtriser le niveau de la redevance conduit donc à chercher à contraindre ou à limiter les actions de régulateurs et d'investisseurs locaux menées par les autorités organisatrices.***

En outre, si la redevance est définie par une formule, son montant n'est pas figé. Plus précisément, il est assis sur des caractéristiques du réseau (longueurs, nombre d'usagers, population desservie) et sur le montant des investissements réalisés par l'autorité concédante sur ce réseau.

Si les caractéristiques du réseau n'ouvrent généralement pas de débat, il y a une marge d'appréciation pour retenir ou pas tel investissement dans le calcul de la redevance.

En engageant le concessionnaire à maîtriser la redevance, la CRE relance l'opportunité pour ce dernier de discuter l'intégration de certains investissements dans le calcul de la redevance avec des interprétations du texte du contrat discutables. Ces débats conduisent à des contentieux lourds. Le SDEG 16 s'interroge sur les **objectifs recherchés par la CRE à ce que se réouvrent des litiges entre AODE et délégataire sur le niveau des redevances.**

Le SDEG 16 constate que les redevances de concession ne sont pas, de loin, le poste le plus dépensier parmi les charges couvertes par le tarif et qu'il n'y a réellement aucun risque de voir ce poste s'envoler durant la prochaine période tarifaire.

Enfin, par cette décision qui engage le concessionnaire à rechercher des gains en réduisant les redevances des AODE, **la CRE s'immisce dans le contexte des négociations encore en cours pour le SDEG 16 et d'autres AODE et en perturbe lourdement le contenu.**

Le SDEG 16 considère pour sa part que le rôle des AODE et celui de la CRE sont complémentaires pour réguler et encadrer l'action d'Enedis sur le territoire national.

A ce titre, **le SDEG 16 demande à la CRE de maintenir les redevances de concession dans le CRCP afin que celles-ci soient couvertes au réel durant la prochaine période tarifaire.**



308, rue de Basseau - 16021 ANGOULEME Cedex
Téléphone : 05 45 67 35 00 - Télécopie : 05 45 67 35 20 - E-mail : sdeg16@sdeg16.fr - Site internet : www.sdeg16.fr